

MILOUD BRAHIMI, AVOCAT ET DÉFENSEUR DES DROITS DE L'HOMME :

«Les magistrats ont peur»

L'institution judiciaire subit de sévères critiques depuis un certain nombre de mois. Avocats, défenseurs des droits de l'Homme et même magistrats dénoncent

l'existence d'une situation qui porte souvent atteinte aux libertés individuelles.

Dans cet entretien, M^e Miloud Brahimi, ténor du barreau algérien où il plaide

depuis quarante années, décortique pour nous le mécanisme, situe les responsabilités et appelle les autorités compétentes à mettre fin aux dénis de justice.

Le Soir d'Algérie : Pour la première fois de votre carrière, vous vous êtes déconstitué dans l'affaire de l'ex-PDG de la Cnan estimant qu'il s'agit là d'un déni de justice. Que se passe-t-il exactement dans ce dossier ?

M^e Miloud Brahimi : Il se passe que l'intéressé est détenu depuis quatre ans et demi pour «infraction économique», c'est-à-dire pour des raisons carrément inexistantes dans le droit classique, les pays normaux et les Etats de droit. Je m'explique. La gestion économique comme la gestion politique, administrative ou judiciaire est ce qu'elle est, mais obéit à des règles. On peut être un bon ou mauvais gestionnaire, administrateur, politique ou avocat, mais ceci n'est pas du ressort des tribunaux. Malheureusement, il se trouve que l'Algérie est régie par une législation (en matière économique) qui a montré ses limites et dans laquelle nous nous débattons à ce jour. Dès son accession à l'indépendance, notre pays a opté pour le système socialiste et adopté (naturellement) une législation d'inspiration soviétique relative à la gestion de l'économie nationale.

L'affaire de l'ex-PDG de la Cnan est un cas absolument caricatural. A l'origine, il avait été poursuivi pour un certain nombre d'infractions parmi lesquelles «détournement de deniers publics, trafic d'influence et association de malfaiteurs». Or, il a obtenu un non-lieu pour tous ces chefs d'inculpation.

L'affaire de l'ex-PDG de la Cnan est un cas absolument caricatural. A l'origine, il avait été poursuivi pour un certain nombre d'infractions parmi lesquelles «détournement de deniers publics, trafic d'influence et association de malfaiteurs». Or, il a obtenu un non-lieu pour tous ces chefs d'inculpation. Il a donc été prouvé qu'il n'est ni trafiquant, ni voleur, ni malfaiteur.

Or, il a obtenu un non-lieu pour tous ces chefs d'inculpation. Il a donc été prouvé qu'il n'est ni trafiquant, ni voleur, ni malfaiteur. On lui a ensuite collé un autre chef d'inculpation qui est la «dilapidation de deniers publics». La dilapidation des deniers publics est une création prétorienne. Nous la devons à la jurisprudence... Elle n'a rien à voir avec le législateur ni la volonté du peuple. Que veut dire «dilapidation de deniers publics» ?

Je vais tenter d'être plus clair. Ce texte relatif au détournement et à la dilapidation nous l'avons emprunté au droit français, comme la plupart des textes sur lesquels nous fonctionnons d'ailleurs, et en droit français on sanctionnait ceux qui «dissipent (ou détournent) les deniers publics». En 1993, il n'y a pas très longtemps donc, les Français ont conclu que les termes «dissiper» ou «détourner» étaient équivalents et ont annulé la première terminologie (dissiper) et n'ont gardé que le second (détourner). Sont par conséquent poursuivis les auteurs de détournement de l'argent de l'Etat.

En Algérie, tout a cependant tourné autrement. Le mot français «dissiper» a été traduit par «*tabdid*» ; une fois traduit en français, ce terme est devenu «dilapidation». Et voilà que l'article 29 fonctionne sur ce principe et ces deux mots se retrouvent, curieusement, dans le même article. Ce n'est pas sérieux. Surtout qu'à ce jour,



Maître Miloud Brahimi.

on ignore ce que veut dire le mot dilapider : est-ce gaspiller, est-ce faire preuve de négligence ? En tous les cas ce n'est pas détourner puisque l'ex-PDG de la Cnan a obtenu un non-lieu pour le «détournement». Mais on lui garde le mot «dilapider». On continue donc à se débattre dans ces affaires de délits économiques qui ont,

soit dit en passant, toujours fonctionné sous une approche politique.

C'est-à-dire ?

Il ne faut pas perdre de vue que la première fois, la campagne contre les cadres de la nation a eu lieu au début des années 1980. Le président Boumediène décédé, son système fut remplacé par un nouveau. Très vite on a découvert que cette prétendue campagne «d'assainissement» et «anti-corruption» était en fait une campagne de «déboumediénisation». De hauts cadres ont été mis en cause en raison de leur proximité ou leur appartenance au système Boumediène.

La seconde campagne féroce est survenue au milieu des années 1990. A ce moment on a entendu dire qu'on voulait favoriser la privatisation des entreprises, et les cadres gestionnaires des sociétés nationales en ont fait les frais. Il y a quelques années est arrivée cette campagne dans laquelle on se débat encore.

A ce jour, nous ignorons à quoi elle correspond. Des cadres supérieurs de l'Etat ont d'ailleurs récemment condamné cette opération contre les cadres gestionnaires en disant qu'ils avaient été injustement poursuivis et détenus avant d'être relaxés.

La question que je pose est de savoir pourquoi cette dénonciation n'est pas valable pour l'ex-PDG de la Cnan ? Il est venu remplacer Koudil Ali, l'autre PDG qui

était en détention. Il a fait quatre ans de prison avant d'être acquitté. Cette leçon n'a malheureusement pas suffi aux responsables qui s'acharnent dans des poursuites. Aujourd'hui, rien, absolument rien ne justifie son maintien en détention. Il a 70 ans, il est brisé. Mercredi, au tribunal, il était complètement hagard, on a dû lui amener des médicaments et Dieu seul sait comment il va finir.

Pourquoi ne le juge-t-on pas ?

Quelque part, il a eu la chance d'être face à des magistrats honnêtes. Le premier n'a pas voulu le juger. Considérant que le dossier ne lui permettait pas de statuer, il a ordonné un complément d'information. C'est courageux car le dossier était en instruction au niveau du pôle judiciaire, ce sont des magistrats spécialisés dans les infractions délicates. Il est parti. Un deuxième juge est nommé.

Après accomplissement du supplément d'information, il en ordonne un autre. Il l'a ordonné il y a quelques semaines et là aussi c'est à son honneur car il estime qu'il ne peut pas le condamner sur la base de ce dossier.

Lorsqu'on a détenu une personne plus de quatre années, on hésite à la relaxer. C'est ce qui me fait dire que la détention préventive est devenue une véritable condamnation préventive. Quel magistrat

La seconde campagne féroce est survenue au milieu des années 1990. A ce moment on a entendu dire qu'on voulait favoriser la privatisation des entreprises, et les cadres gestionnaires des sociétés nationales en ont fait les frais.

aura le courage de libérer un homme qui vient de passer quatre ans et demi en prison et dont la liberté provisoire a été rejetée 28 fois sans explication ? Sa détention est illicite, illégale.

En matière de délit, la loi prévoit une détention préventive de huit mois. Au terme de cette période et ne pouvant le libérer, pour toutes les raisons que nous venons de citer, ils lui ont collé une infraction criminelle et dans ce cas-là ils pouvaient le garder.

Au bout de quatorze ou quinze mois, le juge a osé retirer l'inculpation criminelle et renvoyé l'affaire. On revient donc à l'appli-

**Propos recueillis
par Abba Chérif**

cation de la loi (huit mois). Il fallait le libérer avant de le renvoyer au tribunal, mais ils l'ont renvoyé tout en maintenant sa détention.

Tout ceci veut dire que personne n'a le courage de reconnaître l'erreur ?

Absolument. Reconnaître l'erreur veut dire reconnaître que les quatre ans et demi de détention préventive, c'est énorme. C'est la raison pour laquelle je dis que c'est une situation humiliante pour la justice, c'est un scandale qui interpelle toute la nation.

J'ai toujours lutté pour la dépenalisation de la gestion économique. Les voleurs doivent être sanctionnés mais l'acte de gestion économique en lui-même doit être dépenalisé. En 2011, un miracle a eu lieu, le président de la République a ordonné très clairement et très fermement la dépenalisation de l'acte de gestion dans un discours public où il a évoqué les cadres de la nation. Le système n'a malheureusement pas suivi. Les pesanteurs judiciaires...

Il est quand même incroyable de voir une instruction émanant du président de la République qui n'est pas appliquée sur le terrain... Est-ce concevable ?

Je n'ai eu de cesse de le dénoncer. Ce discours date de février 2011, l'ex-PDG de la Cnan a été arrêté et inculpé en mars 2013. En réalité, le Président a demandé un véritable bouleversement du système. Le système n'a pas voulu se suicider. Ils ont fait quelques petits pas, mais dans le fond, ce n'est rien. L'acte de gestion n'a pas été dépenalisé.

Est-ce système qui fait que les entorses à la détention préventive perdurent ? Beaucoup d'avocats d'organismes de défense des droits de l'Homme dénoncent fréquemment ces détentions prolongées et illégales, disent-ils...

La détention préventive est un drame national, une tragédie nationale. La Constitution stipule que toutes les personnes sont présumées innocentes avant que le contraire ne soit prouvé. Chez nous on fonctionne avec une présomption de culpabilité qui est

automatiquement suivie par la détention préventive. Le cas de mon client de la Cnan est caricatural. J'interpelle toutes les structures nationales au plus haut niveau, à commencer par le ministre de la Justice, afin qu'elles mettent fin à ce drame.

On peut considérer que le règlement du problème de la détention préventive est la clef du bouleversement du système judiciaire ?

Tout à fait et elle est liée à la question de la dépenalisation de l'acte de gestion. Il faut revenir à la présomption d'innocence.